

<b>Mission 1 : le combat pour l'emploi local</b>	<b>M1</b>
<b>Action 2 : faire des grandes mutations un moteur de production</b>	<b>A2</b>
<b>Valorisation des produits halieutiques, Innovation et Actions collectives</b>	<b>520</b>

La Commission Permanente,

- VU** les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne,
- VU** le règlement (UE) 2020/2008 de la commission du 8 décembre 2020 modifiant les règlements (UE) n°702/2014, n°717/2014 et (UE) n°1388/2014 en ce qui concerne leur période d'application et les autres adaptations à y apporter,
- VU** le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche,
- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- VU** le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- VU** le règlement UE n°2018/1046 du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 (« Règlement Omnibus »),
- VU** le régime cadre exempté n° SA.58995 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, et notamment son article 5.2.6,
- VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.62418 relatif aux aides en faveur des entreprises des Pays de la Loire dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, pris sur la base du règlement (UE) 2020/2008 de la commission du 8 décembre 2020 modifiant les règlements (UE) n° 702/2014, (UE) n° 717/2014 et (UE) n° 1388/2014 en ce qui

concerne leur période d'application et les autres adaptations à y apporter

- VU** la décision C (2015) 8863 de la Commission en date du 03 décembre 2015 portant approbation du Programme Opérationnel pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en France pour la période 2014/2020,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1611- 4, L4221-1 et suivants,
- VU** le Code rural et de la pêche maritime,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,
- VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- VU** le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- VU** le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- VU** le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,
- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- VU** l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté DIRECCTE/2017/27 du Préfet de région en date du 24 février 2017 portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire,
- VU** l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,
- VU** le règlement budgétaire et financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** le règlement d'intervention relatif aux aides régionales à la réalisation de programmes d'actions pour le développement durable des filières agricoles et alimentaires du 13 novembre 2020,

- VU** la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 adoptant le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation et la stratégie agri-alimentaire partagée 2016-2020, en Pays de la Loire « de Notre Terre à Notre Table.»,
- VU** la délibération du Conseil régional des 14, 15 et 16 décembre 2016 adoptant le Plan Régional d'Organisation et d'Équipement des Ports de Pêche (PROEPP),
- VU** la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** les délibérations des Commissions permanentes du Conseil régional de 19 mai 2017, du 23 novembre 2018 et du 9 juillet 2020 affectant une subvention globale à l'ASP pour la mesure 69 du FEAMP « Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture »,
- VU** la délibération de la Commission permanente du Conseil régional des Pays de la Loire du 8 février 2019 approuvant les termes de la convention-type relative à l'attribution d'une aide financière du FEAMP,
- VU** la délibération du Conseil régional des Pays de la Loire des 9 et 10 juillet 2020 relative à la prorogation des dates et délais de mise en œuvre des projets soutenus par le FEAMP,
- VU** la délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 25 septembre 2020 approuvant le cahier des charges de l'appel à projet « pêche - aquaculture » pour son édition 2020-2021,
- VU** la délibération des Commissions permanentes du Conseil régional du 29 mai 2020 approuvant la convention 2020\_04191 avec le syndicat mixte pour le développement de l'aquaculture et de la pêche en pays de la Loire et du 23 septembre 2021 approuvant l'avenant 1 à cette convention,
- VU** les déclarations de minimis présentées par les bénéficiaires concernés,
- VU** l'avis de l'instance de sélection régionale qui s'est tenue en dématérialisée entre le 22 juin et le 6 juillet 2021,

**CONSIDERANT** le rapport de sa Présidente,

**CONSIDERANT** La tenue de la commission Agricultures, agro-alimentaire, alimentation, forêt, pêche et mer

Après en avoir délibéré,

**ATTRIBUE**

une subvention de 2 000 € (AE) au Comité Régional des Pêches et des Elevages Marins en Pays de la Loire (COREPEM) pour l'organisation de l'opération « Route Pêche - Port Ouvert » du 11 septembre 2021, dont la dépense subventionnable est évaluée à 12 500 € TTC.

**AFFECTE**

une autorisation d'engagement de 2 000 €.

**APPROUVE**

les termes de la convention n°2021\_10267 figurant en annexe 2.1.

**AUTORISE**

la Présidente du Conseil régional à la signer.

**DECIDE**

d'annuler les 5 000 € de la subvention attribuée à l'Association des Pêcheurs du Lac de Grand Lieu pour l'organisation de la fête des pêcheurs à Passay à la Chevrolière les 14 et 15 août 2021.

**ANNULE**

les 5 000 € de l'affectation d'AE votée par délibération à la Commission permanente du 21 mai 2021.

**AFFECTE**

une autorisation de programme complémentaire pour un montant de 50 150 € (AP) au titre de la gestion en paiement, par l'Agence de service et de paiements, des aides de la Région attribuées dans le cadre de la mesure 69 « Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture » du Programme FEAMP 2014-2020 (opération astre n°2019\_00072).

**ATTRIBUE**

une subvention de 23 724,30 € à la SARL Saveurs Islaises, dans le cadre du budget régional affecté à l'Agence de service et de paiement (opération astre n°2019\_00072), au titre de la mesure 69 du FEAMP « Transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture », ainsi que 355 864,59 € au titre de l'aide FEAMP, sur une dépense subventionnable de 948 972,36 € HT.

**AUTORISE**

la Présidente du Conseil régional à signer la convention correspondante conformément à la convention type approuvée lors de la Commission permanente du 8 février 2019.

**APPROUVE**

le cahier des charges de l'appel à projets régional « Aquaculture-Pêche » 2022 figurant en annexe 4.1,

**AUTORISE**

la dérogation de ce cahier des charges au règlement budgétaire et financier adopté par délibération du Conseil régional le 23 juillet 2021 en ce qui concerne les modalités de versement des aides.

**ATTRIBUE**

une subvention de 8 500 € (AP) au SMIDAP, en complément des 97 016 € déjà accordés lors de la Commission permanente du 29 mai 2020, sur une dépense subventionnable de 105 516 € TTC, pour la réalisation du projet FILALTIC portant sur la recherche et la mise au point de matériaux biosourcés et compostables utilisés en conchyliculture,

**AFFECTE**

une autorisation de programme de 8 500 €.

**APPROUVE**

les termes de l'avenant n°1 à la convention initiale 2020\_04191 figurant en annexe 4.2.

**AUTORISE**

la Présidente du Conseil régional à le signer.

**ATTRIBUE**

une subvention de 10 320 € (AP) au SMIDAP pour la mise en œuvre du projet pré-ECO 2 visant à actualiser l'état des lieux des pratiques zootechniques et commerciales des entreprises conchylicoles ligériennes dans l'optique de développer, dans un second temps, un outil d'aide à la décision basé sur un découpage analytique de l'activité, sur une dépense subventionnable de 10 320 € TTC et un coût total de 27 620 € TTC.

**AFFECTE**

une autorisation de programme de 10 320 €.

**APPROUVE**

les termes de la convention 2021\_10511 figurant en annexe 4.3.

**AUTORISE**

la Présidente du Conseil régional à la signer.

**ATTRIBUE**

une subvention de 53 400 € (AE) à la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire au titre du programme d'actions portant sur l'animation des filières aquacoles représentées par la FAP, sur une dépense subventionnable estimée à 89 000 € HT, pour la période allant du 1er avril 2021 au 31 décembre 2022.

**AFFECTE**

une autorisation d'engagement de 53 400 €.

**APPROUVE**

les termes de la convention n° 2021\_10074 figurant en annexe 5.1.

**AUTORISE**

la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

*Les élus intéressés ne prennent pas part au vote.*

REÇU le 24/09/21 à la Préfecture de la Région des Pays de la Loire

L'original de la délibération et les documents annexés sont mis à la consultation conformément aux dispositions de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs